

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article194>

Moustik, ki moun ki responsab ?

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 7 septembre 2007

Mis à jour le : mardi 10 juin 2008

UGTG.org

[\[JPEG\]](#) Lettre Ouverte à :

Ë Madame le Ministre de la santé, de la jeunesse et des sports

Ë Monsieur le Secrétaire d'Etat chargé des Départements d'Outre Mer

Ë Monsieur le Préfet de Région Guadeloupe

Ë Monsieur le Directeur de la Santé et du Développement Social

Ë Messieurs et Mesdames les Parlementaires

Ë Monsieur le Président de l'Association des Maires

Le Péyi Gwadeloup connaît en ce moment une prolifération de moustiques.

Notre population n'est pas à l'abri d'épidémies de dengue, de paludisme, voire de chikungunya.....

Certes, par voie de presse, l'autorité sanitaire a informé la population de la nature de ces moustiques et a entrepris une campagne ponctuelle et ciblée de démoustication.

L'UTED - UGTG s'élève contre cette mauvaise prise en charge de notre environnement et de la santé de notre population.

En effet, nous assistons à la dégradation de la surveillance entomo-épidémiologique de la démoustication et de l'absence d'une véritable politique de proximité de prévention de la santé :

[-] la continuité du service public n'est pas assurée ;

[-] comment comprendre que depuis plus de 6 ans, plusieurs communes de Guadeloupe n'ont reçu ne serait-ce qu'une visite des agents de la lutte anti vectorielle (en intra domiciliaire de contrôle et de prévention, ni de traitement anti larvaires) ?

Cette situation doit cesser !

Les nouvelles dispositions législatives ne font plus de distingo entre la lutte contre les moustiques nuisants et la lutte contre l'aedes aegyptie, moustique vecteur de la dengue.

Depuis le 1er janvier 2006, le Conseil Général de la Guadeloupe serait chargé de mettre en oeuvre des opérations de démoustication sur prescription des services de l'Etat. Actuellement la situation est confuse, cette mission est assurée conjointement par le Conseil Général et la DSDS, le personnel est inquiet car il n'a aucune information sur les dispositions finales arrêtées par l'Etat et le Conseil Général de la Guadeloupe.

La situation sanitaire du pays est révélatrice de ce dysfonctionnement.

L'UTED -UGTG :

Ī réaffirme que la lutte anti vectorielle est une mission de santé publique et que l'état doit assumer toutes ses responsabilités dans ce domaine...

Ī demande à l'Etat de mettre fin à ce vide juridique en dotant la GUADELOUPE d'une structure unique responsable de la lutte anti vectorielle en GUADELOUPE, en tenant compte de l'existant et ce pour le bien être et la sécurité sanitaire de la population.

Ī réclame aux parlementaires et autres élus de la GUADELOUPE d'assumer toutes leurs parts de responsabilités pour l'aboutissement de ce dossier.

Ī tiendra pour responsables tous les élus en cas d'épidémies et de toutes pertes de vies humaines.

Ī exige du Conseil Général qu'il se soucie de la santé du Peuple Guadeloupéen.

P-à-P, le 07/09/07

Pour l'UTED-UGTG

La Secrétaire Générale

V.QUIROS